

NOUS AVONS PASSÉ CINQ MOIS
AU CŒUR DE LA BRIGADE DES STUPS
DE CHARLEROI. **UNE GRANDE
ENQUÊTE PARIS MATCH AVEC LE
SOUTIEN DU FONDS POUR LE
JOURNALISME EN BELGIQUE
FRANCOPHONE**

PHOTOREPORTAGE **ROGER JOB**

*Vic, un enquêteur de l'ORA, au beau milieu
d'une culture illégale de cannabis découverte dans une habitation
de Marchienne-au-Pont. Les plantations fleurissent un peu partout
dans l'agglomération de Charleroi.*

PROFESSION: CHASSEUR DE DEALERS

A Charleroi, la réalité du trafic de stupéfiants dépasse parfois la fiction. Pour la comprendre, Paris Match s'est immergé durant cinq mois dans le quotidien de l'ORA. Trois lettres qui désignent l'unité de la police judiciaire locale, également connue sous l'appellation légendaire de « Brigade des stupés ». Sa mission: la chasse aux dealers. Planques, filatures, poursuites, interpellations: quinze enquêteurs ont accepté d'être suivis pas à pas. Ils nous ont confié leurs espoirs, leurs doutes et leur solitude parfois, face à l'innarrêtable business criminel de la drogue. Dangers, manque de moyens, faiblesse des pouvoirs publics, ces flics posent un regard critique sur leur travail. Mais ils nous parlent aussi d'un métier qu'ils pratiquent avec passion. Qu'importe leur étiquette de « cow-boys », ils croient à leur engagement au service de la population et se raccrochent aux victoires éphémères qu'ils remportent sur les narcotrafiquants des bords de Sambre. Cette semaine, la première partie du reportage: celui consacré au trafic de cannabis. La semaine prochaine: le trafic héroïne-cocaïne.



Roux, au petit matin. L'ORA investit une maison transformée en pépinière à cannabis.



Au terme de la perquisition, l'arrachage de centaines de plants de cannabis s'avère fastidieux.



La valeur marchande du résidu de marijuana saisi à Roux atteint près de 70 000 euros.



Shrek et Suédois démolissent l'installation sauvage qui alimente en électricité une plantation découverte à Dampremy.

QUAND LES PLANTEURS SE PLANTENT ET PÈTENT LES PLOMBS

Les trafiquants de cannabis pêchent souvent par gourmandise. Trop avides de profits plantureux, ils poussent au maximum la rentabilité des cultures d'intérieur. Gloutonnes, ces dernières consomment énormément d'électricité nécessaire à l'éclairage, la ventilation et l'ex-

traction. Avec une moyenne de quinze plants par m², certaines plantations consomment l'équivalent de plusieurs dizaines de ménages. Leur branchement sauvage sur le réseau public de distribution trahit parfois leur présence derrière les murs d'une habitation anodine.



Poussin en observation depuis un immeuble de bureaux du centre-ville d'où il suit les allées et venues de suspects.



Jack et un collègue interceptent et maîtrisent un dealer rebelle en pleine rue.



La confrontation peut être rude avec les trafiquants qui n'ont pas froid aux yeux.



La boulette d'héroïne ou de cocaïne. Elle est au centre de la lutte sans merci que se livrent flics et dealers. Cette fois, les premiers ont fait mordre la poussière aux seconds, impliqués dans un gros trafic au cœur de Charleroi.

LE CANNABIS RAPPORTE PLUS QUE L'HÉRO ET LA COKE

En Belgique, 1250 cultures de cannabis ont été démantelées en 2014 contre 37 en 2002. Cette floraison exponentielle s'observe également à Charleroi et dans les communes périphériques. De plus en plus de maisons appartenant à des propriétaires peu scrupuleux ou carrément complices abritent ces jardins extraordinaires hors sol. Derrière les façades aux

fenêtres occultées, des groupes criminels font pousser de la marijuana et fructifier un business extrêmement lucratif. Une plantation performante de 100 m² rapporte à l'année une moyenne de 500 000 euros. Pour les grosses organisations qui peuvent en posséder une vingtaine, le bénéfice est supérieur à celui du trafic d'héro ou de coke.

“NOUS SOMMES DES PROFESSIONNELS, PAS DES TÊTES BRÛLÉES. MAIS L’ACTION NOUS MOTIVE, CAR NOUS SOMMES DES FLICS, PAS DES FONCTIONNAIRES DE POLICE”

UN GRAND REPORTAGE DE **FRÉDÉRIC LOORE**

La tour vernissée de l’hôtel de police de Charleroi projette son ombre bleue sur l’ancienne caserne Defeld et le boulevard Mayence en contrebas. Tel un phare éteint dressé au cœur de la métropole sambrienne, elle offre un repère auquel s’arrimer dans une ville longtemps à la dérive, dont les efforts entrepris pour regagner les rivages de la prospérité sont en partie sabordés par les actes de piraterie et les naufrages quotidiens causés par la marée montante du trafic de drogue.

Au 13^e étage de la ziggourat carolo, des bureaux lisses et cliniques égayés par les murs pastel et les facéties de ses occupants : les membres de l’ORA. Trois lettres (pour Observation – Recherche – Arrestation) qui désignent l’unité de police judiciaire locale mieux connue sous l’appellation légendaire de brigade des stups. La silhouette urbaine postindustrielle de Charleroi se découpe en pointillé au travers des rangées de meurtrières vitrées. Au-dessus de la ligne d’horizon flottent le beffroi de l’hôtel de Ville, l’Université du Travail, la tour Albert et, par-delà le ring, métronome de la pulsation abrasive de la ville, le haut fourneau de Carsid à Marchienne-au-Pont, vestige crépusculaire d’une époque révolue où seul l’acier coulait dans les veines des Carolos.

Là où porte le regard, à 360 degrés depuis la tour de vigie policière, s’étend le territoire de chasse de l’ORA. La rengaine reggae de Gainsbourg nous vient en tête : « A la brigade des stups / idée fixe sur la chnouf ». Cette obsession tenaille pareillement la quinzaine d’enquêteurs (parmi lesquels deux enquêtrices) du groupe. Et pour cause : si la Sambre baigne Charleroi de ses eaux grises, un autre fleuve, d’une noirceur extrême et pourtant invisible, mais dont on perçoit la rumeur, l’inonde de drogue. Il y déverse en continu héroïne, cocaïne et cannabis, comme l’Achéron de la mythologie roule ses flots empoisonnés en enfer. Il se répand partout, depuis les communes pauvres de l’agglomération, tenues à l’écart des lumières de la ville, jusque dans les beaux quartiers aux demeures opulentes, en passant par le centre où la métamorphose urbanistique ne parvient pas à détourner le cours de la rivière mortelle.

Dans la métropole – la bande originale est toujours de Gainsbourg -, « les enfants de la chance qui n’ont jamais connu les tranes des shoots et du shit » sont toujours moins nom-

breux. En atteste Laurence Przyzlucki, coordinatrice de l’asbl « Le Comptoir » implantée dans le haut de la ville, laquelle offre aux usagers de drogues un espace d’accueil dans le cadre d’un programme d’échange de seringues : « Il y a vingt-cinq ans, je connaissais personnellement une cinquantaine d’héroïnomanes. A présent, j’en recense environ cinq cents, plus jeunes et davantage précarisés qu’autrefois. » Alors, « aux armes et caetera », parce qu’il faut « casser la gueule aux dealers »...

« LES STUPS, C’EST ROCK ’N’ ROLL »

La première ligne de front de la guerre des stups est occupée par Jack, Mario, Vince, Brutus, Poussin, Jo, Malo, Shrek, Yaya, Vic, Suédois, Gaëtan, Nac, Gégé et Léon. Ces pseudos cocasses derrière lesquels les membres de la brigade protègent leur véritable identité, ils y ont recours par esprit de malice en même temps que par souci de sécurité. « Un bon policier est d’abord un policier vivant », disent-ils sur un ton faussement amusé. De même, leur dégaine de dur à cuire, leur accoutrement de voyou et leur « parler cash », ce n’est pas pour correspondre aux codes véhiculés par le néo-polar, mais avant tout pour mieux se fondre dans l’inframonde hostile et dangereux du milieu de la came, régi par le soupçon, l’imprévu, la peur et la violence. D’ailleurs, en opération, il n’est pas rare qu’aux yeux des badauds, seuls le badge siglé « ORA » et le brassard « Police » parviennent à les distinguer de ceux auxquels ils passent les « pinces ».

Tous ces clichés de roman noir, en plus de leurs interventions souvent musclées, valent à ces flics de choc d’être vus comme des cow-boys. Jack, vingt ans de métier, inspecteur principal et l’un des quatre chefs d’équipe de l’unité, se défend toutefois de jouer au western urbain : « Nous sommes des professionnels, pas des têtes brûlées irréfléchies. Nos flags sont préparés avec soin, sur base de tout un travail d’information et d’analyse qui a lieu en amont, sans quoi nous ne pourrions pas déjouer la surveillance permanente des trafiquants », précise-t-il. « Maintenant, c’est vrai, on défonce des portes, on court sur les toits, on mène des courses-poursuites en bagnole, on

interpelle des dealers en pleine rue l’arme au poing, etc. C’est le boulot qui veut ça et j’avoue que j’ai choisi les stups parce que c’est rock ’n’ roll. L’action, c’est ce qui me motive, ainsi que les collègues, car nous sommes des flics, pas des fonctionnaires de police. »

Cet instinct de flic, c’est la marque de fabrique de l’ORA, dont le périmètre d’action est bien balisé. Remonter les filières criminelles, pister les « mules » (passeurs de drogue), mettre les « boss » sur écoute, démanteler les labos clandestins ainsi que les plantations de cannabis de plus de 2 000 plants, c’est le domaine réservé de la police judiciaire fédérale (PJF). Les stups carolos se concentrent sur le deal de rue et d’appartement, les plantations de taille plus modeste, les réseaux locaux. Il n’empêche, eu égard à leur trempe, alliée au fait que Charleroi est un centre névralgique du trafic de drogue sur l’axe de transit entre les Pays-Bas et la France, le parquet leur confie ponctuellement des enquêtes supralocales qui les conduisent à Bruxelles ou Anvers. La collaboration avec leurs collègues



de la Fédérale (surtout en matière d’écoutes téléphoniques) est excellente et nécessaire, mais tandis que la PJF mène ses investigations à pas feutrés et dépend des unités spéciales pour les actions de terrain, l’ORA est à la manœuvre de A à Z, au ras du bitume la plupart du temps. « Nous sommes fortement pro-actifs et autonomes », confirme Brutus, un inspecteur. « On n’attend pas l’infraction pour ouvrir un dossier. On cherche l’info. Lorsqu’on l’obtient, on monte des OBN (NDLR : observations), on procède à des écoutes, des filoches (NDLR : filatures), puis on interpelle. Le reste est aussi de notre ressort : perquis, auditions, saisies, contact magistrat, extraction de détenus, etc. »

Dans sa traque aux dealers, l’ORA peut se prévaloir d’un sacré tableau de chasse, même si son palmarès pâlit très sensiblement d’année en année au regard du nombre de mandats d’arrêt décernés : 197 en 2007 (un record !) contre 58 en 2014. Les causes de ce recul sont certes liées à la vigueur de l’action policière de même qu’à l’évolution de la manière d’opérer des narcotrafiants, mais c’est surtout du côté de la diminution

constante des moyens qu’il faut chercher l’explication du phénomène selon le commissaire Michel Houcke, le patron des stups : « Entre 1995 et 2015, pour cause de non-remplacement des départs naturels, le service est passé de vingt-six membres opérationnels à quinze », dit-il, alors même que la lutte contre le trafic de drogue figure parmi les priorités du plan zonal de sécurité. « A cela s’ajoute le fait que depuis 2010, en raison des difficultés financières rencontrées par la Ville, le personnel doit récupérer l’entièreté des heures supplémentaires qui étaient payées jusqu’alors. En outre, on nous demande d’éviter autant que possible de planifier des opérations de flagrant délit le week-end et les jours fériés. Par conséquent, nous sommes moins nombreux et moins présents qu’auparavant sur le terrain. Fatalement, nos statistiques sont en baisse, mais elles masquent l’ampleur réelle du trafic. »

A Charleroi comme ailleurs, le trafic de drogue est une matrice criminelle. Il engendre de nombreux autres faits infractionnels tels que les vols, les cambriolages, les agressions, la traite d’êtres humains, le blanchiment, le trafic d’armes... Les enquêteurs de l’ORA sont continuellement aux prises avec cette réalité parfois plus invraisemblable que la fiction la plus échevelée. Leur quotidien est fait d’attentes interminables, en salle d’écoute ou derrière des écrans de vidéosurveillance, en planque dans leurs véhicules ou depuis des postes d’observation improbables ; de négociations assomantes avec les informateurs ordinaires, tortueuses avec les « indias » (indicateurs codés) ; de confessions intimes en compagnie de « toxicos » aux vies effilochées ; de filatures à pied ou en voiture accrochés aux basques de « targets » toujours sur le qui-vive ; d’interceptions sous adrénaline de dealers potentiellement armés et dangereux ; de perquisitions à l’intérieur de gourbis infects ou, beaucoup plus rarement, d’adresses huppées, à la recherche de « boulettes » d’héro ou de coke ; d’auditions de suspects emberlificotés dans leurs mensonges qui jouent la montre jusqu’au bout de la nuit en tirant avantage des failles de la procédure de garde à vue.

Ils doivent aussi composer avec les magistrats chicaneurs ; les arcanes de la procédure ; les oreillettes en panne et

l’argent qui manque pour les remplacer ; les difficultés pour obtenir le renouvellement des jeux de plaques d’immatriculation de leurs véhicules banalisés que les narcos connaissent par cœur ; l’invraisemblable paperasse que la numérisation devait réduire, mais qui demeure, au contraire, et s’ajoute même à l’encodage informatique... « Tous ces obstacles, à la longue, c’est minant et décourageant », confie Jo, inspecteur lui aussi. « On a parfois le sentiment de ne pas être entendu, notamment par le politique. Je ne crois pas qu’il y ait une volonté de nous empêcher de faire notre boulot, la faute incombe plutôt à la lourdeur du système. C’est bien parce qu’on aime ce qu’on fait et que l’ambiance dans l’équipe est excellente, sans quoi on aurait lâché l’affaire depuis longtemps ».

Certaines arrestations à haut risque nécessitent l'intervention du Groupe de Sécurisation et d'Appui (GSA).

A 10 EUROS LE GRAMME, LE CANNABIS ENRICHIT LES TÊTES DU TRAFIC QUI L'ÉCOULENT PAR KILOS, COUPÉS POUR ALOURDIR LE PRODUIT ET PLUS ENCORE LEURS PROFITS

KINGSTON SUR SAMBRE

5 h 30, ce matin-là, en salle de briefing. Le buvard de la nuit finissante achève d'absorber les étoiles. L'opération «Tolstoï» est lancée. Le dramaturge russe doit à Mario, un autre des inspecteurs principaux, de voir son illustre patronyme rattaché à une action qui vise une maison de la rue de la Paix à Roux. C'est à croire, du reste, que l'équipe du jour part en guerre, chaque homme ayant revêtu son gilet pare-balles et quelques-uns emmenant un attirail de défonceur : une masse, un bélier, un pied-de-biche, une pince-monseigneur.

Trente minutes plus tard, une habitation ordinaire, inscrite dans l'alignement morne des façades du quartier. La porte d'entrée cède au premier coup de boutoir. L'avertissement «Police!» retentit dans le hall d'entrée où s'accrochent des remugles de cannabis. Les policiers s'engouffrent à l'intérieur, pistolet au poing, et se répandent aussitôt dans chaque pièce. L'endroit est désert, mais il arrive fréquemment qu'un «blédard» armé joue les chiens de garde afin de prévenir les éventuelles razzias de bandes rivales. L'ORA vient de débouler au beau milieu d'une plantation de cannabis, semblable à beaucoup d'autres qui fleurissent un peu partout dans l'agglomération de Charleroi.

Depuis 2010, le phénomène des cultures illégales de la fameuse plante psychotrope explose en Belgique. La police en a démantelé quelque 1 250 l'année dernière contre 37 en 2002. A la suite d'une modification de la législation hollandaise limitant le nombre et la taille des plantations licites, les organisations criminelles basées aux Pays-Bas ont commencé à étendre massivement leurs surfaces de production outre-Moerdijk. En Flandre, surtout, et puis de plus en plus en Wallonie. La production alimente le marché belge, mais aussi français en partie, spécialement dans les régions frontalières où se répercute la forte demande du nord de l'Hexagone. «La législation française en matière de stupéfiants étant bien plus répressive que la nôtre, les producteurs hollandais installent leurs plantations chez nous», explique-t-on à la section stupés de la PJF de Charleroi.

La fouille méticuleuse matérialise les craintes des policiers : le «garde», repéré lors des OBN, s'est envolé et la récolte a manifestement déjà eu lieu. C'est pourtant l'imminence de

celle-ci qui avait poussé Mario et ses hommes à passer à l'action. «Il me revenait du milieu qu'il fallait agir rapidement. On a fait au plus vite, mais pas encore assez», concède l'inspecteur principal qui ajoute : «Lorsqu'on a du temps devant nous, on renforce la surveillance, on place des caméras qui permettent la prise de vues automatiques, le but étant d'identifier les auteurs de la structure criminelle, d'enregistrer un maximum d'agissements, pour ensuite taper au bon moment.»

«Taper» juste, c'est ce que l'ORA avait réussi quelque temps auparavant, à Dampremy, et qu'elle réussira de nouveau un mois plus tard, à Marchienne, mettant au jour deux plantations matures d'approximativement 1 000 et 500 plants. La multiplication de ces cultures très «jamaïcaines» dans Charleroi et sa périphérie, transforme peu à peu la métropole en Kingston sur Sambre. Cette floraison exponentielle s'explique en partie par la disponibilité d'un grand nombre de maisons à bas prix appartenant à des propriétaires peu scrupuleux ou carrément complices, susceptibles d'abriter très discrètement ces jardins extraordinaires hors sol. Les contrats de bail renseignent le plus souvent des locataires aussi bidon que leurs documents d'identité, falsifiés ou volés. Derrière ce business plantureux, on trouve généralement le crime organisé marocain ou turc – les deux n'hésitant plus à s'allier désormais – dont les patrons utilisent des illégaux originaires du Maghreb (des «blédards») à la fois comme gardiens et comme cultivateurs des plantations.

A Roux, le matériel de culture, les sacs d'engrais, l'infrastructure d'illumination et d'extraction ne laissent planer aucun doute sur la nature de ce qu'on faisait pousser à l'abri des regards. De la cave au grenier, au mépris de murs porteurs abattus pour rentabiliser l'espace au maximum, la maison a été transformée en une parfaite pépinière à cannabis : isolants thermiques pour l'hygrométrie ; lampes à sodium et réflecteurs pour l'éclairage ; ventilateurs et extracteurs pour l'aération ; réservoirs et pompes à eau pour l'arrosage automatique... Toute cette jardinerie, outre qu'elle est plus dévastatrice qu'une mérule, se révèle terriblement gourmande en électricité. Pour escamoter le problème, la manœuvre la plus courante consiste en un branchement sauvage sur le réseau public de distribution. C'est là que les planteurs se plantent : «La surconsommation électrique, c'est le talon d'Achille des plantations, lesquelles, sans ça, sont pratiquement indétectables pour le voisinage», confirme Mario. «Il nous est déjà arrivé d'en démanteler une

qui consommait l'équivalent de 70 ménages ! Nous avons sensibilisé les agents antifraude d'ORES (NDLR : opérateur du réseau local) au phénomène et c'est maintenant souvent avec leur aide que nous les découvrons. Pour éviter de se trahir de cette façon, les grosses organisations criminelles ont recours à des groupes électrogènes alimentés au diesel. Mais à cause du bruit, elles sont obligées d'installer leurs cultures dans des endroits isolés, à l'intérieur de hangars, par exemple.»

En attendant le labo, les enquêteurs de l'ORA pénètrent dans une des pièces du rez-de-chaussée servant au séchage des plantes. Sous la lumière flavescente des spots, 6,8 kilos de marijuana (la fleur du cannabis, très concentrée en THC, le principe actif) reposent sur les séchoirs. Un résidu de récolte dont la valeur marchande avoisine tout de même les 70 000 euros à la revente en rue. Le chiffre en dit long sur la rentabilité de la culture, dont la surface exacte est déterminée par télémétrie. Le rendement varie selon que la plantation occupe toute l'habita-



tion ou pas, s'étage entre différents plateaux de maturation de manière à produire en continu, mais c'est de toute façon très lucratif. «C'est ce qui rapporte le plus. Davantage que l'héro et la coke», assure le gradé. «Ça dépend ensuite des plants utilisés. Sur une plante classique, on récolte une trentaine de grammes de marijuana. Mais certaines graines, dont le prix peut monter à 80 euros l'unité, vont produire des plants bien plus rémunérateurs qui donneront jusqu'à 500 grammes de marijuana. Selon une méthode de calcul standardisée, on estime qu'une plantation performante de 100 m² rapporte, à raison de quatre récoltes annuelles, une moyenne de 500 000 euros. Sachant qu'une petite organisation criminelle tourne avec trois plantations et que les plus importantes en possèdent parfois une vingtaine, ça donne une idée de leurs bénéfices colossaux.»

DEAL À « LA PLAGE »

«A tous, interception de T4!» L'ordre est lâché dans les radios. Le dispositif, statique jusqu'alors, s'ébroue soudain en direction du croisement de l'avenue de l'Europe et de la rue

Turenne, en plein cœur de Charleroi. Moins d'une minute plus tard, deux ORA maousses plaquent sur le trottoir l'athlétique «target numéro 4». Dans la foulée, des collègues neutralisent T5 et T6, partis au contact de clients dans le quartier. Le premier homme ciblé détient les clefs de l'entrée grillagée de ce que les policiers nomment «la plage», un immeuble d'habitations miteux devenu l'une des plus importantes places de deal en ville. Les centaines de «transacs», longuement observées par les équipiers en planque dans les parages ainsi que par le biais de divers moyens de surveillance, le confirment pleinement.

Les six targets, tous «blédards», vivent au premier étage, où une prétendue locataire belge voit débouler l'escouade de flics armés. «C'est classique», explique l'un deux en prenant part à la fouille, «il doit s'agir d'une tox qui loue à son nom et héberge clandestinement les dealers sans papiers en échange de sa drogue journalière». Pourtant, en dehors de l'unique occupant légal domicilié au dernier niveau, l'endroit devrait être vide, l'agence immobilière qui l'a racheté à un marchand de sommeil présumé l'ayant fait fermer et libérer des précédents squatteurs.

Cela n'a toutefois pas empêché qu'il soit reconverti en supérette de la drogue. On deale de tout ici et notamment de l'herbe et du «shit» (haschisch), en provenance très vraisemblable des plantations régionales aux mains de ceux qui fournissent également les dealers, issus pour la majorité des rangs de la cohorte d'illégaux descendus des montagnes du Rif marocain. A 10 euros le gramme, le cannabis sous ses différentes formes enrichit considérablement les têtes du trafic qui l'écoule par kilos, coupés de surcroît, pour alourdir le produit et plus encore leurs profits. La recette du jour, 868 euros saisis sur un seul des vendeurs, suffit à le démontrer, d'autant qu'ils semblent avoir épuisé leur stock de boulettes d'héroïne et de cocaïne.

Retour à l'«HP» (hôtel de police). A l'exception d'un seul, les suspects sont déjà connus du service d'identification judiciaire. Comme d'habitude, la valse des auditions va se poursuivre jusqu'à

une heure avancée de la nuit. «Des dealers pris en flag, un business cassé et le centre-ville débarrassé d'une place de deal, c'est ce que j'appelle de la bonne police judiciaire, simple et efficace, même si je sais que ça reprendra dès demain ailleurs. Au moins, on continue à occuper le terrain», conclut Jack. Devant lui et les autres, la perspective d'une récup' obligatoire. Il en profitera pour poursuivre l'enregistrement de l'album rock qu'il s'apprête à sortir avec le groupe dans lequel il officie comme batteur. Brutus retrouvera les jeunes nageurs qu'il entraîne, Vince ses footballeurs en salle, Jo remontera sur sa Harley et Poussin rejoindra ses copains marcheurs de l'Entre-Sambre-et-Meuse... Pour tenir sur le front des stupés, il faut pouvoir s'en échapper, retrouver l'arrière, où la paix des foyers et la distraction des hobbies aident à dissiper les alarmes. ■

Les clients consommateurs collaborent anonymement à l'identification des dealers.

**SUITE DE NOTRE
ENQUÊTE SUR LES
CHASSEURS DE DEALERS
AVEC LESQUELS NOS
REPORTERS ONT PASSÉ
CINQ MOIS.**

PHOTOREPORTAGE **ROGER JOB**

« Force et honneur ! » La devise des gladiateurs reprise par l'ORA retentit au moment où la camionnette banalisée libère les policiers, qui se jettent sur les dealers regroupés devant un établissement du centre-ville carolo où le trafic bat son plein.

AU CŒUR DU TRAFIC

Paris Match poursuit et achève son immersion dans le quotidien de l'ORA, la section stuprs de la police judiciaire locale de Charleroi. Après le phénomène des plantations de cannabis et le trafic qui s'y rattache, nous pénétrons au cœur du trafic d'héroïne et de cocaïne. Nos reporters continuent de suivre pas à pas les enquêteurs au cours de leurs planques, filatures, poursuites et autres interpellations. Ils nous livrent les dessous de leur inlassable traque aux dealers en même temps que le récit extraordinaire de ces flics ordinaires qui nous ont confié leurs espoirs, leurs doutes et leur solitude, parfois, face à l'inarrêtable business criminel de la drogue en bords de Sambre. Dangers, manque de moyens, faiblesse des pouvoirs publics, ils posent un regard critique sur leur travail. Mais ils nous parlent aussi d'un métier qu'ils pratiquent avec passion.

Un grand reportage Paris Match
avec le soutien du Fonds pour
le journalisme en Belgique
francophone



A deux pas de l'hôtel de ville de Charleroi, coup de filet visant une dizaine de dealers.



Fouille des suspects dans les toilettes de l'établissement qui abrite le trafic: 122 boulettes d'héroïne et de cocaïne seront saisies.



Un appartement de Molenbeek. L'argent d'un trafic parti de Charleroi est dissimulé dans une hotte de cuisine.

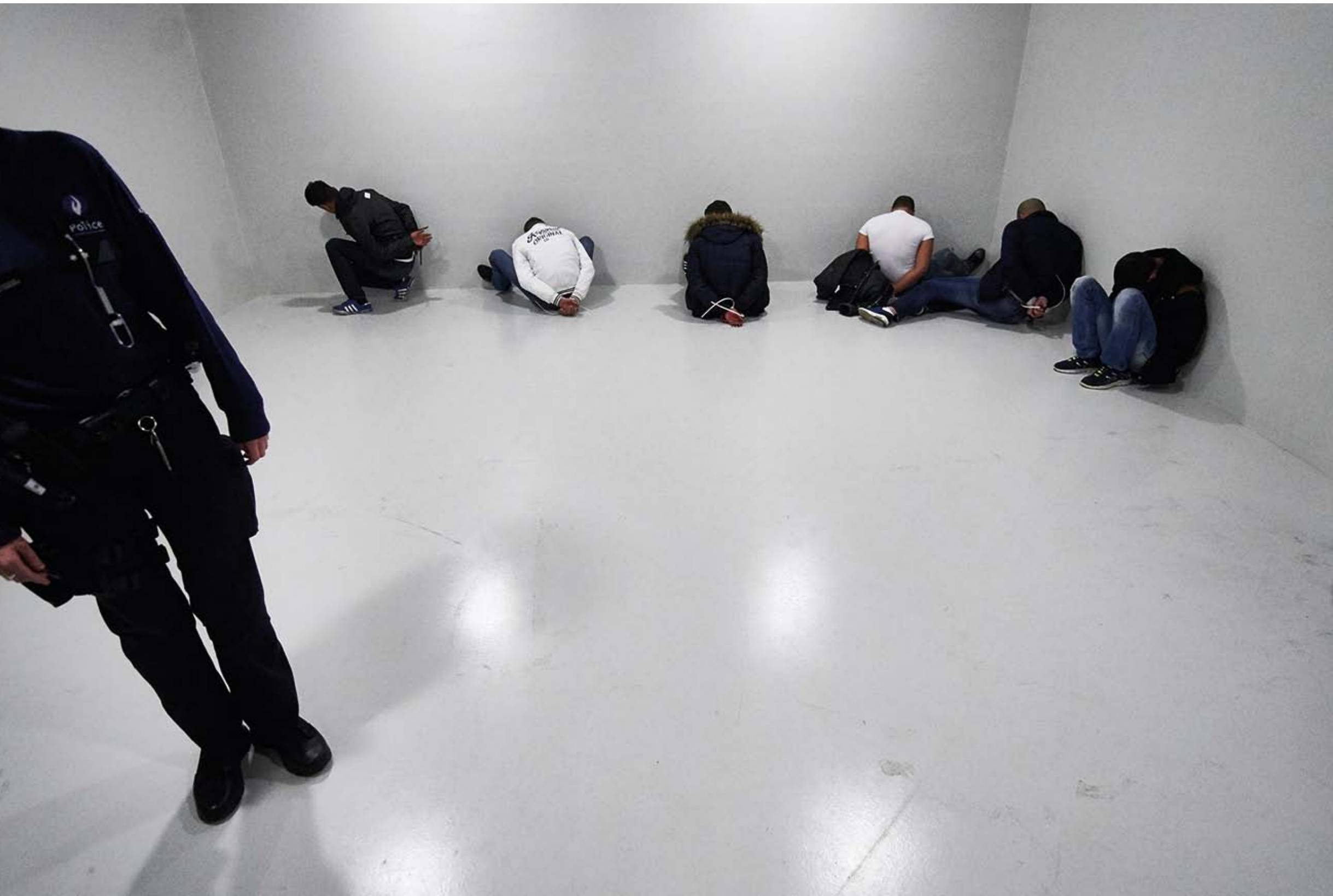


Une chambre d'hôtel du centre de Charleroi. Jack, Suédois et Léon interpellent Serhat (nom d'emprunt), un trafiquant à la tête d'un important business d'héroïne et de cocaïne, ainsi qu'une fille âgée de 18 ans.

INTERVENTIONS SOUS ADRÉNALINE

L'héroïne trafiquée en région de Charleroi provient de Hollande, où sont implantés d'importants groupes criminels turcs/kurdes qui la font transiter par le port de Rotterdam ou l'acheminent depuis l'Afghanistan à travers les Balkans avant de la

redistribuer sur les marchés européens, dont la Belgique. Des relais carolos de ces organisations achètent la marchandise en demi-gros et la revendent aux dealers locaux. Les individus qui évoluent dans cette filière sont réputés dangereux.



FIN DE PARTIE

L'identification des suspects ramenés dans les sous-sols de l'hôtel de police fait partie du rituel des opérations de l'ORA. Quantité de revendeurs transformés en « market dealers » par les groupes criminels qui les exploitent sont

originaires du Maroc. Ces « blédards » affluent dans Charleroi, où ils tiennent le marché de la défonce du haut de la ville. Les enquêteurs peinent à faire le tri entre les fausses identités et les alias.

Une convention d'entraide judiciaire lie la Belgique et le Maroc. Pour échapper à l'extradition vers leur pays d'origine, les dealers sans papiers se disent systématiquement algériens ou tunisiens.



Audition d'un suspect arrêté dans le cadre d'un triple trafic d'armes, de voitures et de drogue.



Vic à l'écoute du récit, entendu cent fois, de la vie en lambeaux d'une jeune toxicomane.



Malo dresse les premières constatations. Deux suspects à l'épreuve du cachot et des poursuites judiciaires.

« ON REND SERVICE À LA POPULATION, C'EST L'ESSENTIEL. ET PUIS, TROUVER LA FAILLE DANS LE MODE OPÉRATOIRE DE DEALERS QUI PENSENT NOUS POSSÉDER, C'EST ÇA NOTRE CAME JOURNALIÈRE »

UN GRAND REPORTAGE DE **FRÉDÉRIC LOORE**

Chambre 538, hôtel Leonardo, boulevard Tirou, artère névralgique du centre de Charleroi. Parvenus en silence sur le palier, cinq hommes se préparent à investir les lieux. Les crans de sûreté des pistolets sont défaits. La tension est palpable. De l'autre côté de la porte, l'homme sur le point de se faire alpaguer est un important trafiquant local d'héroïne, bien qu'il soit parvenu jusqu'alors à préserver la virginité de son casier judiciaire. Sehrat (nom d'emprunt), 35 ans, est à la tête d'un trafic étendu aux communes de Marchienne-au-Pont, Monceau-sur-Sambre et Goutroux, dans lequel sont impliqués plusieurs individus à sa solde. Dangereux, potentiellement armé, il a pour habitude de résider à l'hôtel alors qu'il ne déclare aucun revenu et dispose d'une adresse légale chez son frère domicilié à Monceau. La matinée laiteuse de janvier s'étire sans que lui et la fille qui l'accompagne se décident à s'extirper de leur couette. A l'affût depuis plus de deux heures en bas du Leonardo, les silhouettes noires de l'ORA auraient préféré fondre sur Sehrat à sa sortie, pour éviter de devoir l'appréhender dans un espace confiné comme ils s'y préparent.

Le badge récupéré à la réception ouvre la serrure électronique de la chambre. Immédiatement, Jack, Léon et Suédois se précipitent les premiers à l'intérieur, l'arme pointée en avant du bras. Trois pas leur suffisent pour atteindre le lit et intimer l'ordre au couple ahuri de ne plus faire un geste. La jeune femme étouffe un cri de stupeur dans son coussin tandis que l'homme lève les mains sous la menace silencieuse des canons braqués sur lui. Menotté, il se voit signifier sa privation de liberté dans le cadre d'un dossier de vente de stupéfiants. Ses dénégations offusquées se perdent dans le brouhaha de la fouille en règle qui débute. En dehors d'un peu de cash et d'une « boulette » de cocaïne, la 538 ne révèle rien d'autre, si ce n'est la trace labile d'un sniff récent, trahi par la présence d'une carte bancaire et d'une fine traînée de poudre blanche étalées sur la table basse.

A Jack qui l'interroge, la fille livre en vrac le récit de sa vie à la dure. Dix-huit ans, originaire de Braine-l'Alleud, échouée

à Jumet, un père décédé quand elle était enfant, une mère déchue de son autorité parentale, famille d'accueil, foyer pour adolescents : l'ornière était creusée. Puis Sehrat, les ébats rances dans des chambres d'hôtel, en échange de quelques billets et d'un peu de came pour effacer la réalité qui se délite.

BALLET POLICIER DANS MARCHIENNE

Avec cette interpellation, l'opération « Péruvien » est lancée. L'ORA pratiquement au complet est sur le pont, renforcée par sept policiers venus d'autres pools de la PJ locale. C'est un sacré morceau auquel ils s'attaquent. Des écoutes téléphoniques complexes – en raison des GSM multiples et des cartes prépayées auxquelles recourent systématiquement les trafiquants – ont permis d'objectiver l'info reçue de leurs collègues de la Fédérale, sur base d'un tuyau obtenu d'un « india » par les limiers de la SIC (Section d'investigation criminelle).

Il en ressort que Sehrat a remis en route le trafic d'héroïne qu'il avait un temps suspendu, suite à la mise sous les verrous de l'un de ses dealers. Les écoutes, associées à des observations de terrain, font apparaître l'organisation suivante : Sehrat est le fournisseur de la drogue achetée en demi-gros. Où ? Cette question-là n'est pas du ressort de l'ORA. Mais, selon toute vraisemblance, il l'achemine depuis la Hollande par l'entremise de ses connexions avec les groupes criminels turcs actifs au sein de sa communauté d'origine. Implantés aux Pays-Bas, ce sont de gros importateurs d'héroïne afghane, débarquée à Rotterdam ou convoyée à travers les Balkans et redistribuée en aval sur les marchés européens. Ensuite, au moins trois intermédiaires basés à Marchienne-au-Pont s'occupent de la revente au détail pour le compte direct de Sehrat, qui place ainsi un coupe-feu entre lui et la marchandise. Mais le cloisonnement ne s'arrête pas là puisque celui qui réceptionne les commandes, un Marocain en séjour illégal, n'effectue jamais lui-même les livraisons mais les confie à ses deux complices, un autre compatriote et un Belge de 27 ans que nous appellerons Jonas. Le domicile marchiennois de ce dernier dissimule les deux clandestins ainsi que l'héro, vendue uniquement à



Brutus détaille l'impressionnant butin de l'opération menée contre le repaire des complices de Sehrat, dans Marchienne-au-Pont.

des dealers, dont certains peuvent acheter 15 ou 20 grammes en une fois. Le tandem de livreurs fait la navette permanente entre les quatre lieux de rendez-vous identifiés par l'ORA dans Marchienne, Monceau et Goutroux où les clients viennent s'approvisionner.

« Ils sont très méfiants et ne vendent qu'à ceux qu'ils connaissent bien ou qui leur sont envoyés en confiance », explique Vince, inspecteur principal et chef d'enquête. « On va devoir jouer serré, surtout pour coincer Serhat, parce qu'en dehors de la téléphonie qui le relie aux GSM des autres suspects, dont le numéro qui sert au trafic, et la présence observée de son véhicule à l'adresse de Jonas, on n'a rien de bien concret contre lui. » Par conséquent, Vince et son équipe savent ce qu'il leur reste à faire : réussir un modèle de « flag » et mettre la main sur la réserve de drogue. Sans perdre une minute, parce que le silence radio du chef de la bande à la suite de sa mise hors circuit risque d'éveiller les soupçons de ses acolytes. « A une époque, il nous arrivait régulièrement de cueillir des types avec, sur eux, le cash, les stupés et parfois même les clefs de l'appart où ils étaient planqués. Mais c'est fini, ce temps-là ! Les dealers ont compris qu'ils nous facilitaient la tâche. Désormais, il y en a un qui vend les boulettes, un autre qui encaisse le fric, un troisième qui le fait remonter vers les patrons et ainsi de suite », détaille Vic, un enquêteur.

Débute alors un fascinant ballet policier, en partie chorégraphié, en partie improvisé, suivant une dramaturgie propre à l'ORA dont la filature discrète de la paire de dealers constitue le principal ressort. L'écoute permanente de leurs échanges téléphoniques avec les acheteurs et leurs allées et venues dans le dédale des rues étroites et grises commandent les déplacements syncopés des équipiers en voiture. Ils multiplient les prises de relais pour éviter de se faire repérer par Jonas et son comparse, qui connaissent la musique. Ils vont, viennent, tournent en rond, s'arrêtent, repartent. Tantôt piano, tantôt allegro. Le tout forme un récital hermétique au profane, orchestré par Vince, tapis dans le « soum » (le sous-marin, une camionnette banalisée aux vitres opacifiées) stationné à proximité du domicile des « targets ». Cette ouverture, qui annonce le concert d'actions à venir, vise à interpellier des clients dont le témoignage servira à lester les preuves, jusque-là encore légères, réunies contre Sehrat et consorts. « Les acheteurs

étant ici des dealers d'un certain niveau, ils seront inquiétés », observe le chef d'enquête. « Mais d'ordinaire, lorsqu'il s'agit de simples toxicos, on les prive de liberté quelques heures seulement. Le temps pour eux de reconnaître qu'ils se fournissent chez untel et de l'identifier, anonymement au besoin. Les magistrats tiennent à ces dépositions, sans lesquelles leurs dossiers perdent de la consistance. Il en faut toujours un minimum de deux ou trois par opération. »

CENTRE NERVEUX DU BUSINESS DE LA DÉFONCE

Les crocs policiers se rabattent sur un premier acheteur « filoché » et immobilisé net au volant de son véhicule à la sortie de Marchienne, suffisamment à l'écart pour éviter que l'alerte soit donnée. Surgis simultanément de leurs voitures comme des diables d'une boîte, six ORA se ruent sur lui avant même qu'il puisse esquisser le moindre mouvement de fuite. La fouille dévoile ses emplettes du jour, qui avoisinent seulement les 100 euros. « Il recoupe la came et empoche le double, ce qui représente un joli pactole à la fin du mois pour un dealer de base comme lui, sachant qu'il fait ça à peu près tous les jours », précise Brutus. C'est en effet avec la coupe que les narco-trafiquants se paient, à quelque échelon du business qu'ils se situent. À Charleroi, le gramme d'héroïne se négocie en rue entre 20 et 25 euros pour un degré de pureté qui ne dépasse pas 30 %. Le reste se partage entre caféine, paracétamol, café soluble, Nesquik, etc., tout est bon. Diluer la marchandise, c'est densifier les bénéfices.

Retour en planque dans les voitures. Le silence des habitacles est rompu de loin en loin par les vacations radio, une plaisanterie ou l'autre, l'évocation d'un projet de vacances, des commentaires au sujet du film de la veille, les derniers bruits de couloir, tout ce qui permet de tromper l'attente sans relâcher la vigilance. Il arrive parfois que la vie privée fasse une intrusion dans la bulle opérationnelle : un conjoint qui s'enquiert de l'heure du souper, un enfant qui tient à faire savoir à son papa qu'il a ramené une bonne note, un proche qui vient

LES CLANDESTINS ORIGINAIRES DU MAROC, ISSUS DES FILIÈRES DE TRAITE D'ÊTRES HUMAINS, SONT RECRUTÉS PAR LES ORGANISATIONS MAFIEUSES QUI LES TRANSFORMENT À BON COMPTE EN « MARKET DEALERS »

aux nouvelles... « Pour la famille, ce boulot est contraignant », admet Brutus, en plein préparatifs de mariage. « Les horaires, notamment, ne sont pas faciles, même si je trouve qu'ils sont plutôt souples comparativement à ceux de nos collègues de l'intervention. » Jo pointe pour sa part « le milieu dans lequel on évolue, le danger qui l'entoure, la misère et la violence que l'on côtoie tous les jours. On fait en sorte de laisser tout ça à la porte de chez soi, mais ce n'est pas évident, d'autant que l'on éprouve parfois le besoin, pour se libérer, de le partager avec les siens. Mais nous sommes tenus au secret. Alors on se ferme et, de temps à autre, ça crée des tensions. Et puis, flic, on l'est 24 h sur 24. Dans le privé, on garde ses manies. On repère des choses autour de soi que les autres ne perçoivent pas. Quand je me balade avec ma femme, elle me surprend souvent à tenir à l'œil son sac à main tout en scrutant les environs. Elle me dit : "arrête, t'es pas en service", mais c'est plus fort que moi. À la maison, je mets sans cesse en garde mes deux ados de 13 et 15 ans concernant les dangers de la drogue. J'essaie de ne pas leur prendre la tête avec ça, mais j'ai vu trop de jeunes se détruire... »

Soudain, ça s'agite. Après les clients, vient le tour de Jonas d'être arrêté. Selon les renseignements obtenus, il pourrait être armé. Il faut faire vite car la garde à vue de Sehrat n'est pas extensible au-delà de 24 heures. L'option est prise d'épingler le Marchiennois lors de sa prochaine livraison. Lorsqu'elle a lieu, les péjistes locaux découvrent qu'il l'effectue accompagné de sa femme et de ses deux petits garçons, âgés d'une dizaine d'années à peine. Il est trop tard pour reculer. Le stress augmente. Avec deux enfants au milieu du dispositif et à une heure de grand trafic, l'erreur n'est pas permise, au risque d'un carnage. « Go, go, go ! » crache la radio. Trois véhicules d'interception bloquent instantanément la Renault Laguna conduite par Jonas, qui lève aussitôt les mains se voyant pris au piège. Sans tarder, la femme et les mômes en larmes sont emmenés. Tandis qu'ils disparaissent, emportés par le stroboscope bleu des gyrophares, le dealer et la Renault sont passés au peigne fin. S'il a bien des stupés au fond des poches, il n'a pas d'arme sur lui. Toutefois, lors de la perquisition à son domicile, un pistolet 7,65 mm chargé et prêt à tirer sera trouvé. Ainsi que deux fusils Airsoft, inoffensifs mais plus vrais que nature.

Quinze minutes plus tard, le groupe est prêt à s'introduire chez Jonas à l'aide des clefs récupérées auprès de sa compagne.

Le couple habite un quartier de Marchienne où la prospérité de jadis, au temps des forges, ne constitue même plus un souvenir. La porte de l'habitation s'ouvre sur un indescriptible capharnaüm. Arme au poing, une dizaine d'hommes et Gégé, l'une des filles de l'ORA, grimpent quatre à quatre les escaliers fatigués qui conduisent à l'étage où s'encourent les deux illégaux. Vite acculés dans un réduit, ils abdiquent sans résistance.

2 635 euros en liquide sont saisis sur l'homme en charge des commandes. Bonne pioche. Reste à trouver la drogue. Les enquêteurs enfilent des gants de latex et se mettent à fouiller, le cœur au bord des lèvres. Autour d'eux, tout n'est qu'abomination : des pièces de vie poisseuses, submergées par un bric-à-brac inimaginable, une cuisine infestée de miasmes, la terrasse noyée sous une avalanche d'immondices, la chambre des gosses semblable à une niche et d'ailleurs couverte de poils et parsemée de déjections canines... On songe à cette phrase de Jack London, décrivant les taudis de l'East End de Londres dans « Le Peuple d'en bas » : « Un endroit où les enfants des hommes ne devraient ni vivre, ni regarder, ni écouter. » C'est pourtant ici que grandissent ceux de Jonas.

« Je l'ai ! » crie l'inspecteur qui vient de dénicher la drogue dans une sorte de beauty-case à peine dissimulé dans un recoin. À l'intérieur, une balance de précision, environ 25 grammes de cocaïne, mais surtout près d'un kilo et demi d'héroïne, répartis en trois pains de 500 grammes dont un partiellement entamé. Soit une valeur approximative de 30 000 euros à la revente. Une prise qui montre que le trafic des drogues classiques demeure florissant en dépit de l'explosion actuelle des nouvelles molécules de synthèse, produites chimiquement et en quantité industrielle par des labos clandestins dont beaucoup sont installés en Belgique. Autre constat : Marchienne-au-pont redevient petit à petit le centre nerveux du business de la défonce qu'il avait cessé d'être grâce à l'action de l'ORA, redéployée entre-temps sur Charleroi. Mais voilà, le trafic de stupéfiants obéit aux mêmes lois que la mécanique des fluides : une compression à un endroit entraîne la disparition d'un afflux local, mais provoque automatiquement l'apparition d'une nouvelle boursofflure ailleurs.

« C'est un joli coup qui nous booste. Parce que prendre plus d'un kilo et mettre par terre une structure criminelle à trois niveaux, ça n'arrive plus si souvent », confie Jack. « En même temps, un kilo, qu'est-ce que c'est ? » s'interroge l'ins-

pecteur principal. « Un bateau arrive à Anvers, il y a deux tonnes à bord. Et nous, on se démène la plupart du temps pour un blédard qui a pour 20 ou 30 grammes de boules sur lui. Il fait quatre mois de prison, sort et recommence aussi vite, jusqu'à ce qu'on l'arrête de nouveau. Pour ça, on mobilise dix types en heures sup ! » À quoi bon, dès lors ? « On rend service à la population malgré tout, c'est l'essentiel. Et puis, trouver la faille dans le mode opératoire de dealers qui pensent nous posséder, c'est ça notre came journalière »

Ce soir-là, en audition, Jonas et les autres vont nier travailler pour Sehrat. La vue de sa photo et la simple évocation de son nom suffiront à les rendre blêmes. Le jugement prononcé depuis a condamné le premier à une peine de 180 heures de travaux d'intérêt général. Le second s'en est tiré avec deux ans de prison assortis de sursis et d'une amende de 12 000 euros. Le même tarif a été appliqué au responsable des commandes. Seul l'autre dealer, récidiviste, a écopé de 37 mois fermes.

« ILS NE SE CACHENT PLUS POUR DEALER »

Les camionnettes banalisées pilent à hauteur du numéro 73 du Boulevard Jacques Bertrand, à deux pas de la place du Manège, dominée par le beffroi de l'hôtel de ville de Charleroi. Les portes latérales coulissent d'un coup sec et libèrent un essaim de policiers en tenue et en civil qui se répandent à toute volée. La surprise produit son effet : les dealers massés sur le trottoir en face de l'établissement cerné n'ont rien vu venir et se retrouvent en un éclair ceinturés et menottés au sol ou contre la façade. Animés d'une sorte de réflexe pavlovien, certains ont levé les mains en signe de reddition immédiate, d'autres se sont délestés de leurs « boulettes », balancées d'un geste furtif sous les voitures en stationnement.

L'opération, pilotée par l'ORA, ne lésine pas sur les moyens : toute la section stupés est mobilisée, ainsi que le Groupe de sécurisation et d'appui (GSA), une unité spéciale d'intervention, des maîtres-chiens, des agents de quartier, en tout plus de 70 membres des forces de l'ordre. Ce déploiement exceptionnel, auquel assistent ébahis les nombreux passants qui ralentissent le pas, à la fois pour profiter du spectacle et du soleil printanier apparu en cette après-midi de mars, vise à couper toute possibilité de fuite à la grosse vingtaine d'individus pris dans la nasse. Le filet est tendu tout autour de « L'Oriental », une asbl où les spécialités, bien qu'elles ne figurent pas à la carte à côté du thé à la menthe, sont l'héroïne et la cocaïne. Tout le confirme : les infos rapportées du milieu, les repérages en rue, les témoignages d'acheteurs arrêtés le matin même et, enfin, les images enregistrées par plusieurs des quelque 230 caméras qui composent le réseau de vidéosurveillance de la ville. Depuis une semaine, un ORA suit en direct et en gros plan, sur les écrans plats du centre de communication installé à l'hôtel de police, les transactions opérées sans grande précaution et à même le trottoir de « L'Oriental », face au Palais des Beaux-Arts, par les dealers qui peuvent être une dizaine à battre le pavé certains jours.

La perquisition se poursuit en présence du substitut Potvin, le « magistrat stup » du parquet carolo, présent sur place pour vivre une expérience de réalité augmentée, au travers de laquelle le son et l'image enrichissent son environ-

nement d'ordinaire de papier. Du reste, elle ne tarde pas à prendre du relief, à mesure que les « boulettes » d'héro et de coke se matérialisent sous les yeux du proc. Il en verra passer 122 ce jour-là.

Une à une, les personnes interpellées sont emmenées du trottoir où elles se tiennent alignées comme à la parade, aux toilettes dans lesquelles a lieu la fouille à corps, pour terminer dans les fourgons cellulaires. Ce carrousel imperturbable s'accompagne de vives protestations de la part de tous ceux que l'on contraint à y faire un tour, la plupart prétendant être venus là uniquement pour boire un thé ou regarder le match à la télé. En réalité, pour la majorité d'entre eux, ce sont des clandestins originaires du Maroc. Issus des filières de traite des êtres humains, ils sont recrutés par les organisations mafieuses basées en Belgique et aux Pays-Bas qui les transforment à bon compte en « market dealers », face auxquels les autorités judiciaires se trouvent démunies. Depuis la seconde moitié des années 2000, ces fameux « blédards » affluent dans Charleroi où ils tiennent à présent le marché de la défonce du haut de la ville. Marc, 52 ans et déjà un long passé de toxicomane-dealer, a vu le phénomène grandir : « Autrefois, le nombre de vendeurs sur Charleroi était relativement limité. On devait souvent aller s'approvisionner en Hollande. Puis, tous ces types ont commencé à arriver et à vendre leur merde ultracoupée pour faire un maximum de fric. Il en débarque toujours plus. Sur le boulevard Janson et aux alentours, ils pullulent. C'est à peine s'ils se cachent encore pour dealer ! »

Dans les sous-sols dépouillés de la tour de police, les cachots affichent complet. Le carrousel a repris sa ronde, mais cette fois pour tenter de déterminer les identités des suspects pris dans la souricière, où se sont également fait piéger de simples ressortissants illégaux qui s'en sortiront avec un ordre de quitter le territoire. « C'est un boulot fastidieux », souffle Mario. « Les dealers savent qu'au terme de la convention d'entraide judiciaire passée entre la Belgique et le Maroc, ils seront renvoyés purger leur peine éventuelle chez eux. Mais uniquement si l'on parvient à prouver leur origine. Faute de quoi, on les garde. Du coup, ils se débarrassent systématiquement de leurs papiers, se disent algériens ou tunisiens et multiplient les fausses identités. » Pour se frayer un chemin dans le maquis des alias, les enquêteurs de l'ORA comptent sur leur flair, la perspicacité des interprètes qui ne quittent plus leurs bureaux, mais aussi le « LiveScan », l'appareil d'enregistrement des empreintes digitales relié au service d'identification judiciaire (SIJ) de la police fédérale. La comparaison dactyloscopique est imparable.

L'opération de tamisage se prolonge une partie de la nuit. Au petit matin, seuls six suspects seront présentés au juge d'instruction, qui ne souhaite de toute manière pas en placer davantage sous mandat d'arrêt. A raison d'une heure d'audition par prévenu, un nombre supérieur à celui-là risquerait de compromettre le respect du délai légal de privation de liberté. Mario et ses collègues savent déjà qu'ils les retrouveront prochainement dans les rues de Charleroi. L'inspecteur principal se veut philosophe : « On nous demande de pousser des montagnes pour ramener une brouette au final. Ceci étant, nous reprenons un peu de terrain aux trafiquants, l'établissement est fermé pour de bon et on réprime le sentiment d'impunité. Notre motivation, c'est dans ce résultat-là qu'on la trouve. Or, la motivation, c'est le carburant du flic de terrain. Pour le reste... » ■